

XV^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage

Dakar (Sénégal), les 29 et 30 novembre 2014



Allocution de Son Excellence Monsieur François Hollande Président de la République française à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet de Dakar

Monsieur le Président, cher Macky Sall,

Je veux vous féliciter pour l'organisation de ce sommet et pour la qualité de l'accueil que vous nous avez réservé, ici, dans ce centre remarquable Abdou Diouf, qui est un symbole de l'Afrique en développement.

Mesdames, messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Monsieur le Secrétaire général de la Francophonie, mon cher Abdou,
Mesdames, messieurs,

Nous formons une communauté exceptionnelle, nous, les francophones : 57 États membres, 20 observateurs, près de 280 millions de locuteurs. Une communauté dont nous ne mesurons pas toujours et la force et l'attractivité. Une communauté qui porte des ambitions, des ambitions politiques, économiques, planétaires. Une communauté qui résout aussi des crises, qui fait en sorte que les valeurs que nous portons puissent être défendues, dans l'espace francophone et au-delà. Enfin, une organisation qui fait de la diversité culturelle, de la pluralité linguistique une œuvre au service du monde entier.

Avec la famille francophone, ici, à Dakar, nous voulons dire au Président Abdou Diouf non seulement notre amitié et notre reconnaissance, mais nous pouvons dire, grâce à lui, ce qu'est un homme d'État. Un homme ou une femme d'État sert d'abord son pays, c'est son devoir. Mais un homme, une femme d'État sert aussi des valeurs universelles et est capable à un moment de s'élever au-delà même de sa condition nationale pour devenir un acteur de la vie internationale, et c'est ce que vous avez fait, cher Abdou Diouf.

Vous avez été un exemple d'abord, d'accepter que l'alternance puisse exister dans votre pays. Laisser la place lorsque les électeurs l'ont décidé, mais prendre votre place dans l'Organisation internationale de la Francophonie. Vous avez de la sagesse, elle vous est reconnue, elle n'a rien à voir avec l'âge. Vous avez de l'expérience, cela n'a rien à voir avec le nombre d'années passées à la tête d'un mandat. Vous avez de la culture, et il ne suffit pas de parler français pour avoir de la culture. Et vous avez fait beaucoup pour la cause qui est la nôtre, la langue française. Beaucoup pour la démocratie, beaucoup pour la paix et c'est pourquoi ce centre international à Dakar porte votre nom, votre nom qui, partout dans le monde, au-delà de l'espace francophone fait résonner la démocratie et la paix. Merci.

Albert Camus disait qu'il n'avait qu'une seule patrie, la langue française. Et pour nous tous, ici, le français est notre pays natal, il est la matière avec laquelle nous composons nos souvenirs, nous retrouvons nos émotions, nous évoquons nos rencontres. Mais la langue française, c'est aussi un trait d'union, un trait d'union entre des peuples, entre des continents.

Notre langue, elle s'exprime partout, partout dans le monde. Et l'amour de la langue française parfois vient de celles et de ceux qui voudraient parler le français et qui n'y parviennent pas. C'est un amour irraisonné, parce que pour beaucoup de peuples, parler français c'est parler la langue de la liberté. Senghor disait que cette langue, que cette langue française, c'était la langue de la lutte, de l'émancipation, qu'elle avait tantôt la « *douceur des alizés* », tantôt la « *fulgurance de la foudre* ». Et c'est en français que les peuples se sont décolonisés, en français qu'ils ont accédé à l'indépendance et à la liberté, et qu'ils ont gardé le plus souvent le souvenir de cette langue-là. Non pas comme d'un héritage, mais au contraire comme d'une exigence pour le monde entier.

Défendre le français, c'est protéger la diversité culturelle. Défendre le français, c'est faire en sorte que ce patrimoine-là ne soit jamais entamé. Défendre le français, c'est considérer que la culture est un bien public universel. La conception selon laquelle les biens culturels puissent être considérés comme des marchandises comme les autres n'a pas sa place dans des négociations commerciales entre des continents ou entre des pays. Jamais nous n'accepterons que la culture puisse être objet de négociation.

Défendre le français, c'est promouvoir le pluralisme linguistique. Car mal nommer les choses, c'est ajouter encore du désordre au monde. La Francophonie doit être le fer de lance de cette lutte, notamment dans les organisations internationales. Si nous demandons que le français soit parlé, ce n'est pas pour simplement défendre un privilège mais parce qu'en parlant français dans les organisations internationales, nous permettons qu'il y ait là le pluralisme, la multiplicité et même la défense de toutes les langues, parce que nous, nous défendons toutes les langues, les langues nationales, les langues locales, à travers le français.

Le français n'est pas en bataille contre d'autres langues. Le français n'a peur d'aucune langue, peut-être par prétention, peut-être parce que nous savons que notre langue quand elle est parlée, ce n'est pas par commodité, par facilité, mais par adhésion.

Nous avons aussi la volonté de défendre le français pour favoriser les échanges. Et c'est pourquoi notre Francophonie doit accueillir plus d'étudiants, permettre plus de circulation, plus de mobilité pour les jeunes, pour les entrepreneurs, pour les chercheurs. La France doit d'abord montrer l'exemple et c'est ce qu'elle a commencé de faire à travers la délivrance des visas de circulation et l'accueil de nombreux étudiants étrangers.

Défendre le français, c'est également faire le choix de l'avenir. Il y aura en 2050, c'est ce que les démographes nous annoncent, 750 millions de locuteurs en français. La jeunesse du monde sera pour une grande partie francophone ; elle sera africaine, cette jeunesse. À nous, à nous tous ici rassemblés de permettre à ces jeunes, non pas simplement de parler français mais d'être éduqués en français, d'être accompagnés et d'être formés en français ; de pouvoir trouver des emplois pour pouvoir accéder aux technologies, pour pouvoir bénéficier de la meilleure capacité à réussir leur vie.

Défendre le français, c'est aussi affirmer des valeurs. Et la première d'entre elles, c'est la démocratie. Certains pays, au sein même de notre organisation, ont traversé des crises politiques graves et ce fut l'honneur du secrétaire général et de l'ensemble des membres de notre organisation de réussir à surmonter ces crises grâce à des médiations. Et aujourd'hui, je suis particulièrement heureux que le président de Madagascar soit parmi nous, parce que Madagascar a été longtemps écarté, justement parce que les conditions de la démocratie et du pluralisme n'étaient pas réunies.

La Francophonie, elle est soucieuse des règles de la démocratie, de la liberté du vote, du respect des ordres constitutionnels et de l'aspiration des peuples, de tous les peuples, à des élections libres. C'est ce qui vient de s'accomplir en Tunisie. C'est une belle illustration que ce soit dans un pays francophone qu'il y ait eu la réussite d'un printemps arabe.

Cet accomplissement, cette transition doivent également servir de leçon. Là où les règles constitutionnelles sont malmenées, là où la liberté est bafouée, là où l'alternance est empêchée, j'affirme ici que les citoyens de ces pays sauront toujours trouver dans l'espace francophone le soutien nécessaire pour faire prévaloir la justice, le droit et la démocratie.

Il y a quelques semaines, le peuple burkinabé a fait une belle démonstration. À lui aussi de maîtriser ce processus, de faire en sorte que les règles puissent être posées et, encore une fois, respectées, que la réconciliation vienne et que l'on évite tout règlement de compte inutile.

Mais aussi ce qu'a fait le peuple burkinabé doit faire réfléchir ceux qui voudraient se maintenir à la tête de leur pays en violant l'ordre constitutionnel. Parce que ce sont les peuples qui décident. Ce sont les élections qui permettent de savoir qui est légitime et qui ne l'est pas.

Notre solidarité dans l'espace francophone doit, hélas, également se situer sur le terrain sécuritaire. Nous devons nous unir, nous l'avons fait d'ailleurs, contre la barbarie, contre les risques présentés par le fondamentalisme et notamment au Sahel et au-delà de nous, en Afrique et pas seulement en Afrique, quand nous regardons la situation au Moyen-Orient. Au Mali, le Président Keïta l'a rappelé. Nous avons montré que nous pouvions vaincre, vaincre le terrorisme, vaincre le fondamentalisme, vaincre la barbarie qui s'en prend d'abord toujours aux femmes, puis ensuite fait régner son ordre qui est en fait le plus grand des désordres.

Nous avons montré que nous pouvions lutter pour que la réconciliation vienne après la guerre. Nous avons aussi montré que la France pouvait être au service de la sécurité de l'Afrique. La France et ses soldats, ont pris leur part dans la libération du Nord du Mali. Des sacrifices ont été consentis. Dix militaires sont morts et je veux saluer leur mémoire. Des militaires tchadiens aussi sont morts, des militaires maliens, bref, il y a eu de lourds sacrifices. Mais comme je l'avais dit à Bamako, la France a aussi, en intervenant au Mali avec les Africains, payé sa dette, la dette que nous avons contractée à l'égard des tirailleurs sénégalais qui étaient venus lors de la Première guerre puis, dans d'autres conditions, lors de la Seconde guerre mondiale, pour libérer la France.

Nous n'avons pas fini avec le terrorisme. Au Nigeria, un attentat a fait plus de 120 morts à la sortie d'une mosquée, je dis bien, à la sortie d'une mosquée. Voilà ce qu'est capable de faire une secte comme Boko Haram. Voilà pourquoi nous devons encore, ensemble lutter, lutter toujours contre le terrorisme. Secte qui avait enlevé des jeunes filles qui n'ont pas été, malgré tous les efforts de médiation, retrouvées.

La Francophonie c'est un espace de solidarité, nous l'avons montré aussi en Centrafrique, quand il y avait des risques d'affrontement entre des catégories religieuses, entre des communautés. Là encore, l'Afrique a pris le relais et maintenant c'est l'ONU. C'est une grande satisfaction de voir que nous pouvons réussir aussi en Centrafrique et ailleurs. À permettre à l'ONU, à l'UA, de jouer tout leur rôle.

La solidarité, c'est également celle que nous devons montrer face à des fléaux sanitaires. Je reviens de Guinée, où je m'étais rendu à l'invitation du Président Alpha Condé. Je voulais venir dans ce pays, ce pays frappé, avec la Sierra Leone, avec le Libéria. Je voulais venir pour dire aux Guinéens : nous sommes là, nous n'avons pas peur d'être là. Nous sommes à vos côtés et nous venons apporter avec l'ensemble des francophones le soutien indispensable. Nous avons créé des centres de traitement. À Conakry, la maladie commence seulement à être vaincue. Nous allons créer d'autres centres de traitement en Guinée forestière. Je veux saluer les soignants, les soignants africains, les soignants européens, les soignants qui viennent du monde entier, les soignants français qui prennent des risques. Et c'est pourquoi, nous allons créer un centre dédié aux soignants pour qu'ils puissent être traités sur place lorsqu'ils sont contaminés.

Je veux aussi confirmer que nous allons former les soignants pour qu'ils puissent être les plus utiles possible, informer la population pour qu'elle puisse prendre les mesures de précaution indispensables. Et ce qu'a dit le Président du Mali est très important, la vigilance. La vigilance oui, mais pas l'enfermement, pas la discrimination. Les pays touchés par Ebola doivent vivre, doivent commercer, doivent pouvoir assurer l'accueil des investisseurs et permettre le développement.

J'ai rencontré hier une jeune femme, à Conakry, qui venait d'être guérie d'Ebola, car on guérit d'Ebola. Elle avait un message simple et je veux être son porte-parole. La vie est plus forte, la vie peut gagner contre l'épidémie. Elle-même voulait être aux côtés des malades aujourd'hui, alors qu'elle est sortie d'Ebola, pour leur dire : Ayez espoir. Eh bien oui, ayons espoir, faisons en sorte que l'espoir soit possible. Son courage, c'est un exemple pour nous tous. Parce qu'il y a une vie aussi après Ebola et qu'il conviendra de mettre en place toutes les structures sanitaires, toutes les vigilances indispensables, tous les vaccins pour qu'il n'y ait plus d'Ebola en Afrique, pour qu'il n'y ait plus d'Ebola nulle part au monde. Et c'est là que nous devons aussi réfléchir aux liens entre les maladies et les changements climatiques.

C'est aussi à cause de la déforestation que la maladie a pu trouver les capacités pour se développer. Lutter contre le changement climatique, j'y reviendrai, c'est parfois lutter aussi contre les maladies.

La Francophonie, c'est un programme, ce n'est pas simplement une organisation. Ce programme doit être celui de l'éducation, de la formation des jeunes et notamment des jeunes filles puisque c'est aujourd'hui la priorité que se donne notre organisation.

Les femmes sont les leviers du développement, elles doivent donc pleinement accéder au processus productif, à l'emploi. Les femmes, elles ne doivent plus être soumises à des pratiques qui sont contraires à leur dignité et j'allais dire aussi, à la nôtre. Les mariages forcés, les retraits de l'école, les mutilations sexuelles. Tout cela n'a pas sa place dans l'espace francophone, ni nulle part ailleurs dans le monde.

L'Afrique, c'est un continent d'avenir, chacun en convient. Mais elle n'attend pas uniquement de l'aide. L'Afrique, elle attend des investissements, elle attend des entrepreneurs, elle attend aussi de la technologie. L'Afrique, elle a plein de talents en son sein, elle a plein de jeunes qui ne demandent qu'à participer à la mondialisation. L'Afrique, c'est le grand enjeu de la croissance, non pas simplement pour le continent lui-même, mais pour le monde entier.

Tous les francophones, ici, doivent être pleinement engagés dans la mutation de ce continent, c'est une chance pour nous tous. La France y prend encore sa part. Mais la France ne demande aucun privilège en Afrique. Elle ne demande qu'à être mise en concurrence chaque fois qu'il est possible, lorsque ses entreprises sont disponibles pour accéder à un certain nombre de marchés.

Et je dis aux entreprises françaises : venez en Afrique, vous y êtes, mais soyez les meilleures pour servir les intérêts de l'Afrique et les intérêts de ceux qui travaillent pour l'Afrique. La France considère que la Francophonie peut avoir une « nouvelle frontière », la frontière économique. Que nous pouvons ensemble partager la culture, faire venir davantage de créateurs partout dans l'espace francophone, qu'il s'agisse de cinéma, de théâtre, de tous les arts, de toute la création, partout dans l'espace francophone. Nouvelles frontières aussi pour le tourisme, pour le numérique, pour la santé, pour la recherche et même pour la finance. Il n'y a aucune raison que nous ne soyons pas aussi dans l'espace francophone, capables de développer de nouveaux instruments financiers au service du développement.

Le développement, j'y reviens. Le développement, pour les francophones doit être un développement durable qui préserve la planète.

En décembre 2015, Paris va accueillir la Conférence sur le climat. Le monde a rendez-vous avec lui-même. Et ce n'est pas toujours un rendez-vous facile à honorer. Parce qu'il met en cause la responsabilité de notre génération. Nous devons trouver à Paris, l'année prochaine, un accord global pour lutter contre le réchauffement climatique et pour limiter les émissions de gaz à effet de serre. Cet accord global doit être contraignant, pays par pays, en tenant compte des niveaux de développement.

Pour permettre à des pays fragiles, à des pays émergents de pouvoir eux-mêmes assurer la transition énergétique, il a été décidé, et j'en remercie le Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon, de créer un fonds, le « Fonds vert pour le climat ». Et moi, je jugerai les États à la mesure de la contribution qu'ils feront à ce Fonds vert. J'ai commencé par prendre la décision que la France allait attribuer un milliard de dollars au Fonds vert. L'Allemagne en a fait tout autant.

Les États-Unis, la Chine, le Japon, d'autres pays se sont engagés et à l'heure actuelle, le Fonds est doté de 10 milliards de dollars, mais nous devons aller encore plus loin. Je lance un appel, ici, à tous les chefs de gouvernement, à tous les chefs d'État et notamment aux plus riches d'entre eux. Au titre de leur pays, je veux qu'ils puissent eux aussi contribuer au développement de ce Fonds vert.

L'aventure humaine nous a été rappelée, elle a commencé ici en Afrique, il y a plus de sept millions d'années.

Avec Toumaï, qui est un symbole, c'est « l'espoir de vie » en langue gorane, a commencé à briller une lumière, celle de l'humanité. Et puis il y a eu ce long développement, cette longue marche, ce long chemin que l'humanité a emprunté jusqu'à aujourd'hui.

Nous n'avons pas le droit, par indifférence, par aveuglement, par égoïsme, de laisser s'éteindre cette lumière. Les francophones, toujours eux, ont une responsabilité. Pourquoi nous ? Parce que nous sommes dépositaires d'une langue qui nous a appris tout le sens d'un mot, un beau mot de la langue française, du dictionnaire, qui s'appelle « transmission ». Parce que nous sommes des héritiers, des héritiers d'une tradition qui est celle de la culture et de l'humanisme. Parce que nous avons une conscience, nous qui portons une langue qui est celle des droits, des droits de l'être humain et donc de l'humanité.

Nous sommes plus conscients que d'autres de la fragilité de la planète et des risques pour l'unité du monde que serait le réchauffement climatique en termes de catastrophes, de crises et de guerres. Parce que nous avons choisi la jeunesse comme première priorité et c'est notre devoir de faire en sorte que les générations suivantes puissent vivre mieux que nous dans un espace que nous aurons pu protéger.

La Francophonie doit ouvrir, écrire même une plateforme pour la lutte contre le réchauffement climatique. Ici à Dakar, nous, rassemblés, chefs d'État, chefs de gouvernement, ministres de la Francophonie, nous devons commencer la mobilisation vers la Conférence de Paris. Nous avons un an pour convaincre le monde entier, un an pour vaincre le scepticisme, le fatalisme, la résignation.

La Francophonie doit toujours être en avance sur le reste du monde. D'abord parce que nous l'avons en héritage de ce monde, parce que nous avons l'ambition, nous les francophones, plus que d'autres, nous avons l'ambition de changer le monde en français. Changeons le monde ensemble.

Merci.